



HAL
open science

Quelles élites politiques pour demain ?

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. Quelles élites politiques pour demain ?. France Forum, 2023, automne 2023 (413), pp.20-22. hal-04264283

HAL Id: hal-04264283

<https://sciencespo.hal.science/hal-04264283>

Submitted on 30 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

QUELLES ÉLITES POLITIQUES POUR DEMAIN ?



Luc Rouban

directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE représentative s'exprime dans la critique adressée aux élites politiques. C'est bien plus le représentant qui est mis en cause dans cette critique que le principe du vote ou de la représentation elle-même, sauf peut-être récemment dans le mouvement des gilets jaunes qui a rejeté d'emblée l'idée même d'une quelconque représentation au profit d'une expression spontanée de la révolte sociale.

Généralement, le discours intellectuel conduit à soutenir la thèse d'une démocratie représentative complétée par la démocratie participative et par un peu de démocratie directe sans toujours se poser la question de savoir si cette accumulation de procédures serait cohérente et ne viendrait pas miner la légitimité des représentants à prendre des décisions au nom du peuple.

Au fond, la question reste de savoir comment faire démocratie sans élus au terme d'une fusion idéale du peuple dans une communion rousseauiste d'intérêt général qui ferait bon compte des rapports de force réels existant dans la société. Mais comme on sait que les rêveries du promeneur solitaire ont conduit aux Jacobins de 1793 et au premier totalitarisme plutôt qu'à une pacification de la vie politique, même relative puisque Jean-Luc Mélenchon a encore clamé au XXI^e siècle « je suis la République ! », le problème demeure de savoir de quelles élites politiques il

faut désormais disposer pour que les électeurs retournent aux urnes, que les affaires publiques soient bien gérées, que toutes les idées politiques trouvent leur place dans le débat, que toutes les catégories socioprofessionnelles aient leur représentant attiré, que tout cela soit efficace et prenne en compte les réalités quotidiennes auxquelles se cogne le bon peuple.

La professionnalisation des élus

La critique principale des élites politiques dénonce l'apparition d'une oligarchie intégrée qui aurait détourné la démocratie au profit d'ambitions personnelles et de carrières menées sur le long terme durant lesquelles on échange les candidatures, les mandats et les responsabilités nationales ou locales. En bref, la professionnalisation du personnel politique aurait suscité la déstabilisation du système électoral, le vote étant devenu bien plus un moyen de bloquer, de contrer, voire de « dégager », un candidat plutôt qu'un moyen d'effectuer des choix politiques. En votant « contre », on nourrirait un mécanisme pervers désignant des élus, et notamment un président de la République, par défaut et ne disposant que d'un soutien électoral faible au sein de l'opinion. Emmanuel Macron, à peine réélu en mai 2022, n'est crédité que de 33 % de confiance.



Photographie officielle de la XVI^e législature, Assemblée nationale, 12 juillet 2022.

Il est vrai que la classe politique dans son ensemble souffre d'un discredit profond puisqu'elle est régulièrement considérée comme « plutôt corrompue » par les deux tiers des enquêtés français du Baromètre de la confiance politique du Cevipof lors de ses interrogations annuelles. On pourrait ajouter qu'une majorité de personnes interrogées doutent fortement de l'intérêt que les élus portent à leur égard et même que 40 % d'entre elles estiment « qu'en démocratie rien n'avance et qu'il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité », constat assez largement partagé quel que soit le groupe socioprofessionnel des répondants.

Il est certain que la professionnalisation des élus n'est pas une fable. L'entrée en politique n'est que rarement le fruit du hasard, surtout lors

des élections nationales. Même au niveau local, l'investissement dans les associations, le militantisme, l'appartenance à des réseaux professionnels constituent la clé du succès car on est connu des électeurs, on sait manier un discours persuasif, on maîtrise un savoir-faire et un savoir-être qui ne sont pas à la disposition du citoyen ordinaire. Les candidatures se préparent souvent longuement à l'avance et les carrières s'organisent comme dans n'importe quel autre domaine professionnel. C'est d'ailleurs ainsi que le sociologue Roberto Michels, l'un des représentants de l'école italienne de la sociologie des élites, pose sa « loi d'airain des oligarchies » qui naissent de la nécessité d'organiser le travail politique, comme tout autre travail, y compris dans les contextes les plus égalitaires et démocratiques.

L'analyse des biographies des députés en France montre que l'on ne peut échapper à cette contrainte. Même si la moitié des députés de La République en marche élus en 2017 sont des novices de la politique, leur passé révèle un investissement dans des réseaux associatifs ou locaux. Il en va de même des élus régionaux, pourtant désignés à l'issue d'un scrutin proportionnel de liste, car la diversité sociale des candidatures est progressivement filtrée jusqu'au second tour où ne subsistent que celles et ceux qui ont pu se faire inscrire en haut de cette liste et dont le profil n'est pas celui d'un débutant. On pourrait encore citer le cas des maires dont les origines socioprofessionnelles s'élèvent à mesure qu'augmentent la taille des communes et la complexité de l'action publique.

« L'idéal d'une démocratie ouverte ne conduit pas à la paix civile mais au chaos verbeux. »

C'est donc une illusion que de penser pouvoir échapper à la professionnalisation des élites politiques. Du reste, l'idée de représentation, telle qu'elle est forgée au XVII^e siècle par John Locke, implique une délégation de pouvoir à des représentants éclairés qui permet au commun des mortels de se protéger

des emprises du pouvoir, mais aussi de se libérer pour se consacrer à ses affaires privées. La notabilisation est inscrite au cœur de la représentation.

Cette spécialisation des élites politiques s'affirme avec le besoin grandissant d'expertise dans des domaines scientifiques ou techniques, comme ceux liés aux crises environnementales ou sanitaires. On ne peut plus faire de la politique comme si tout était à la portée de tous. Même le maire rural doit désormais suivre une formation avant de prendre ses fonctions car la gestion d'une commune, aussi petite soit-elle, implique de connaître *a minima* le droit et les procédures budgétaires de base. Le rééquilibrage de la démocratie représentative implique de disposer d'élus compétents et capables de débattre avec le pouvoir exécutif fort de sa haute fonction publique et de ses ressources en expertise.

À terme, l'idéal d'une démocratie ouverte où tout le monde peut intervenir sur tout sans rien savoir ne conduit pas à la paix civile mais au chaos verbeux, comme celui des réseaux sociaux, qui finit toujours par être tranché d'en haut avec le retour historique de l'argument d'autorité. La vie politique et sociale d'aujourd'hui conduit à choisir entre soit des élites notabiliaires, soit un *l'ider maximo* qui parlera au nom du peuple qu'il incarne ou, enfin, un collège de savants qui décrétera l'état d'urgence au nom de la science. ●